

**LA BANANE COMME PRODUIT PHARE DU MODELE AGRO –
EXPORTATEUR EQUATORIEN UNE PERIODE DE
DEVELOPPEMENT AU NIVEAU MONDIAL**

**1. Une nouvelle étape bananière pour le développement de
l'exportation**

*1.1 Effets de la réorganisation territoriale et productive de la
banane (1974 – 1984)*

L'apparition de la variété Cavendish, résistante à la maladie de Panama et moins vulnérable aux cyclones avec de meilleurs rendements potentiels (doublement de la production à l'hectare) remplace de plus en plus la variété « Gros Michel » qui est plus rustique. Les changements mentionnés ont conduit à une stagnation des exportations équatoriennes et à une perte des marchés internationaux.

Il convient de répéter que le remplacement par une nouvelle variété fut provoqué plus par une exigence du marché international que par une stratégie de développement du produit. Comme nous l'avons déjà dit, le principal inconvénient réside dans le fait que cette variété est plus délicate pour le transport et la manipulation et elle doit donc être exportée dans des caisses en carton. Le changement de variété a permis aux multinationales de réduire d'environ 40% leurs coûts (Ellis, 1983). Cette situation a porté préjudice à l'Equateur dans la mesure où United Fruit, après s'être remise des dommages provoqués par la maladie de Panama en Amérique Centrale, a suspendu en 1965 ses achats réguliers à l'Equateur et ses ventes de bananes équatoriennes en Amérique du Nord, en Europe de l'Ouest et par la suite au Japon.

Pour les grandes compagnies l'Equateur est devenu un fournisseur de réserve auquel elles avaient recours lorsqu'elles avaient terminé la vente de leur propre production, ou lorsqu'elles étaient victimes d'inconvénients naturels, politiques ou liés à la situation sociale qui empêchaient une production normale du fruit. Mais

l'Equateur et les ventes équatoriennes ont pu se maintenir grâce à l'ouverture de marchés non traditionnels, comme par exemple les marchés des pays socialistes.

L'introduction de la variété Cavendish a entraîné au moins trois faits importants : a) dans le domaine de la production ce fut la possibilité d'augmenter les densités de culture et d'augmenter la production, b) d'un point de vue logistique, l'utilisation de caisses en carton pour l'emballage, opération absolument indispensable, a permis l'installation d'usines de fabrication de carton afin de produire ces caisses, cela a également permis la construction d'usines d'emballage, l'utilisation de matériaux pour protéger les fruits et l'emploi d'une main d'œuvre spécialisée, c) d'un point de vue économique, l'augmentation des coûts de production à l'hectare, dans la mesure où la nouvelle variété avait besoin de plus de protection et de plus de soins pour chaque étape de sa croissance, de la récolte, de l'emballage et du transport.

Parmi ces faits, les plus importants furent les conséquences sociales et régionales. En effet le changement de variété fut accompagné de trois phénomènes évidents : la diminution de la surface plantée, le regroupement géographique des cultures et la concentration économique des bénéficiaires.

La diminution de la surface plantée eut lieu en raison des stagnations des volumes exportés et suite à l'augmentation de rendements de la variété Cavendish par rapport à la Gros Michel.

Les déplacements géographiques ont conduit à la création d'une région très spécialisée dans l'agriculture d'exportation située dans la zone d'étude. Cette situation a mené à des changements dans la distribution et dans l'appartenance de la terre, dans la mesure où le nombre de producteurs a diminué et on a vu alors l'importance relative des grandes propriétés augmenter.

D'un autre côté l'emballage de la banane dans des caisses a augmenté la demande de main d'œuvre et a contraint les producteurs à inclure des innovations technologiques. Cela porta préjudice aux petits propriétaires et aux paysans, qui jusqu'alors représentaient la majorité du secteur exportateur et qui ne purent financer les innovations technologiques.

1.2 *Principaux changements de la structure bananière équatorienne.*

La crise des exportations, le changement de variété, la diffusion de marques, l'augmentation des rendements et de la production dans le marché bananier ont entraîné des transformations importantes sur la Côte équatorienne. Des barrières se sont établies qui ont entravé la production de ceux qui durant toutes ces années avaient plus ou moins librement cultivé le fruit, même s'il y avait toujours eu une certaine sélection qui de toute façon excluait du marché un certain nombre de producteurs qui étaient en général des paysans. L'ouverture de registres et la création de normes eut un impact décisif sur la réduction des surfaces cultivées. Ainsi, on enregistre en 1983 un tiers des 158 422 hectares enregistrés par la Direction Nationale de la Banane en 1966. De cette manière la réduction de la superficie cultivée a conduit également à une concentration géographique de la production et à une activité limitée à certaines zones et propre à certains producteurs solvables économiquement. Il convient de mentionner que ces changements eurent lieu en parallèle avec une stagnation des volumes exportés et furent accompagnés de politiques d'état restrictives.

1.2.1 Diminution de la superficie cultivée

En raison de tous ces facteurs nous assistons à une diminution de la superficie cultivée en Equateur, notamment dans les zones bananières situées dans le centre et le nord du pays (voir Figure 14)



Source: Larrea, C. 1987. El banano en el Ecuador, transnacionales. Modernización y subdesarrollo.
 Réalisation: Cepeda, D., 2004

Figure 14 Zones bananières en Equateur 1980 – 2002

La diminution de la superficie cultivée est due à l'augmentation importante du rendement de la nouvelle variété. Les rendements de la variété Cavendish étaient le double de ceux obtenus avec la variété Gros Michel et par conséquent, dans la mesure où les volumes exportés ont stagné, la superficie s'est réduite de manière substantielle (Larrea, 1987)

Le tableau 1 montre l'évolution de la superficie cultivée de la banane dans les principales provinces qui se consacraient à la production. On remarquera que les provinces d'Esmeraldas, de Manabi et de Pichincha réduisent de manière substantielle leur poids dans ce type de production allant jusqu'à atteindre des valeurs inférieures à 1%. D'autre part on voit une réduction très claire dans la province de Los Rios, puisque sa participation dans la production passe de 44% en

1964 à 18% en 1984. La réduction de superficie est moins évidente dans la province d'El Oro qui, en 1984, représente environ 50% des surfaces plantées.

Tableau 9 Distribution de la surface cultivée de la banane en Equateur 1964 - 1984

PROVINCE	1964		1974		1984	
	Superficie ha	%	Superficie ha	%	Superficie Ha	%
ESMERALDAS	11.918	7	19.235	14	363	1
MANABÍ	1.746	1	20.532	15	*	*
PICHINCHA	15.875	10	8.278	6	135	0.27
COTOPAXI	10.589	6	2.951	2	362	1
BOLIVAR	*	*	15.74	1	*	*
CAÑAR	2.004	1	3.273	2	2.557,5	5
LOS RÍOS	72.635	44	33.568	24	8.840	18
GUAYAS	15.112	9	25.159	18	14.546,5	29
EL ORO	34.380	21	25.669	18	23.189	46
TOTAL	164.259	100	140.239	100	49.993	100

* Données inexistantes

Source: Institut national de statistiques et recensements. 1954,1974

Réalisation : Cepeda,D.

Lorsqu'on se réfère au réaménagement qu'ont connu les secteurs bananiers, on mentionne alors qu'une des répercussions fut le déplacement du nord vers le sud des cultures (bassin du Guayas-Babahoyo et d'El Oro). On prétend également que le changement de modèle a placé dans une situation de rivalité les provinces d'Esmeraldas, de Pichincha et de Manabi qui furent écartées du sous-système bananier (Cueva, 1964).

Toujours dans ce sens, on mentionne que ces faits ont eu comme conséquence que des milliers d'hectares cultivés de banane, en tout cas les superficies consacrées à la variété Gros Michel, ont été remplacées par d'autres cultures (Tobar, 1992). De cette manière des zones comme Quevedo, Santo Domingo de los Colorados et Esmeraldas font leur apparition de manière majoritaire dans des cultures comme l'abaca (le chanvre de Manille), le palmier à huile et les pâturages avec des exploitations qui, après un difficile processus de reventes, d'invasions, de formation et de dissolution de coopératives de production, ont diminué peu à peu en surface.

L'Equateur après la première crise a fait face à une longue période de stagnation de la production bananière qui s'étend de 1976 à 1986. Par la suite ce secteur a connu à nouveau une croissance élevée.

1.2.2 Politiques de restriction

La chute des exportations, l'obligation de réduire les coûts de transport et de traitement (qui seront compensés avec l'augmentation d'autres rubriques comptables comme l'utilisation de caisses en carton) et la sélection de sols ont au début favorisé une politique d'état restrictive. Déjà, dès 1965, des organismes comme le Programme National de la Banane -PNB⁴⁸- et le Conseil National de Planification recommandaient à l'état d'empêcher à l'avenir la création de nouvelles plantations qui échapperaient au contrôle de la Direction Nationale de la Banane et recommandaient que les propriétaires de plantations bananières situées dans des zones considérées aptes à la production bananière consacrent à cette culture toutes les terres planes avec des sols adéquats et avec des voies de communication et de transport utilisables toute l'année et conseillaient de stimuler l'intégration des secteurs bananiers afin de réaliser plus d'économie sur les travaux phytosanitaires et les coûts de transport. En parallèle la commission a sélectionné les zones du nord (Esmeraldas et Pichincha) et du centre (Quevedo, El Empalme, Balzar, etc.) comme celles qui étaient les plus adéquates pour le plan pilote de diversification des cultures (PNB, 1981)

Au début des années soixante-dix, les exigences augmentèrent et les limitations mises en place s'intensifièrent. Cela mena à une politique d'interdiction de la production bananière jusqu'à ce que la situation internationale s'améliore. Une série de décrets émis par le PNB interdit le développement de nouvelles zones de culture et dans certains cas spécifiques des zones de culture furent exclues.

De même, à partir de 1972, le contrôle de qualité du fruit destiné à l'exportation devint plus strict dans les ports d'embarquement, notamment à Puerto Bolivar, et c'est ainsi qu'en 1973 est créée la section d'« exportation et de contrôle de la qualité » et des formations furent mises en place pour les inspecteurs de la production bananière. En 1976 les plantations bananières furent classées en trois catégories selon certaines caractéristiques qu'elles devaient remplir afin d'être considérées bonnes, normales ou mauvaises. Dans le même temps fut mis en place un programme de formation, d'orientation et de contrôle des producteurs bananiers (PNB, 1981). Toutes ces activités ont coïncidé avec un programme de développement technologique pour les producteurs associés (sous contrat), mis en place par la compagnie Standard Fruit (Dole).

⁴⁸ Institution créée en 1955 afin de contrôler l'activité bananière en Equateur.

Le tableau 2 montre les principaux décrets qui promulguent des restrictions à la production bananière en Equateur. Les décrets sont caractérisés par leur volonté d'empêcher de nouvelles zones de culture et d'isoler des secteurs producteurs, notamment ceux situés dans le centre et le nord du pays.

Tableau 10 Principaux décrets à caractère restrictif concernant la production bananière en Equateur dans les années 1970

Accord ou Décret	Date de Publication	Contenu
D 874	25 novembre 1970	Il est interdit de constituer de nouvelles zones de culture de la banane, tant qu'il existera des excédents non commercialisés sur le marché international. Lorsqu'auront disparu les raisons de cette interdiction, le PNB autorisera de nouvelles cultures.
D 1129	29 octobre 1974	Des zones aptes à la production bananière seront déterminées et la superficie pour chacune des variétés commerciales et l'emplacement adéquat des secteurs destinés exclusivement à l'exportation seront signalés. La délimitation des zones de production efficaces sera liée aux besoins du marché international et intérieur. Jusqu'à ce que soient mis en place les faits mentionnés antérieurement il est strictement interdit de créer de nouvelles plantations.
A 464	24 novembre 1976	Un règlement est mis en place pour réduire certaines zones de culture de banane et diversifier les cultures dans la zone centrale et la province de Los Rios. Ce règlement concerne les agriculteurs déjà inscrits.
A 415	19 décembre 1977	Un règlement est promulgué pour la réduction de la culture de la banane et la diversification des cultures dans les zones centrale et nord des provinces de Los Rios, de Pichincha et d'Esmeraldas. Les producteurs bananiers situés dans cette zone sont contraints de suivre ce règlement qu'ils aient semé des variétés Gross Michell ou Cavendish, s'ils se sont enregistrés jusqu'au 15 novembre 1977.

Source: Castillo, J. 2000. Leyes regulatorias y su efecto en la economía.- Caso Banano Ecuatoriano

Réalisation : Cepeda, D.

1.2.3 Les réformes agraires et leur faible influence sur les systèmes bananiers

Deux lois de réforme agraire furent appliquées en Equateur, même partiellement. Leurs origines sont multiples et complexes : forte croissance démographique, début de processus d'industrialisation, explosion urbaine, faible productivité des systèmes existants, boom pétrolier. La réforme de 1964, puis celle beaucoup plus radicale de 1973 ont été les deux grands projets de restructuration de l'économie et de l'agriculture équatorienne. Les grands objectifs furent la redistribution des terres des grands propriétaires pour le bénéfice des travailleurs en situation précaire et la modernisation des structures agraires.

Au début des années 60, et malgré toutes les formes d'accès à la terre qui avaient été mises en place dans les années antérieures, il existait des zones où un nombre important d'hectares étaient sous-utilisés avec un système de grandes propriétés. De manière très schématique ces terres appartenaient à deux catégories :

- De vieilles plantations bananières abandonnées.
- Des surfaces considérables de bois tropical non colonisées dans le piémont et qui normalement faisaient partie de certaines grandes propriétés.

Presque tout le secteur passait à travers la grande exploitation, la plantation « traditionnelle », avec ses très nombreux semeurs, ses travailleurs et ses paysans journaliers disséminés dans la montagne et la plaine. Ceux-ci ne tardèrent pas à exercer une pression de plus en plus forte sur toutes les terres qui n'étaient plus utilisées par les propriétaires absents, en sachant que la loi de réforme agraire les autorisait, sous certaines conditions à faire valoir leurs droits. On a vu alors se multiplier les invasions de terre, tout d'abord de manière anarchique, ce qui appelait généralement une réponse des propriétaires appuyés par la force publique ou par des milices à leur solde.

Depuis 1970, l'invasion⁴⁹ qui constituait autrefois une issue exceptionnelle de conflits beaucoup plus graves, devint une des phases presque normale de la procédure légale de l'acquisition de terres par des petits paysans.

⁴⁹ Elles avaient lieu soit pour obtenir la légalisation des droits qu'ils avaient sur les parcelles qu'ils cultivaient depuis plusieurs années, soit pour essayer de négocier l'achat de terres abandonnées ou semi-abandonnées.

Ces phases légales de remise de titres de propriété, délivrés par l'organisme IERAC⁵⁰, suivaient le schéma suivant : les travailleurs considérés comme précaires constituaient une pré-coopérative, parfois avec une aide technique syndicale ou para-syndicale et/ou de l'IERAC⁵¹. Immédiatement cette coopérative négociait⁵² afin de parvenir à un accord avec un propriétaire en se basant sur un prix « raisonnable » (par rapport au prix du marché afin d'acquérir les parcelles occupées). Dans certains cas l'IERAC achetait les terrains litigieux et les répartissait parmi les occupants regroupés sous forme d'une coopérative. L'IERAC exigeait seulement des paiements échelonnés sur plusieurs années afin de ne pas grever de manière trop lourde le budget des exploitations qui se mettaient récemment en place et dans certains secteurs, outre un processus de parcellisation, furent mis en place des processus de diversification des cultures afin de surmonter la crise bananière.

Il convient de souligner qu'au cours de la crise, notamment dans les zones les plus affectées par le changement de variété, de nombreux ouvriers journaliers qui travaillaient régulièrement dans les plantations bananières se retrouvèrent au chômage, la plupart n'avaient pas où aller dans la mesure où ils avaient quitté les grandes propriétés situées dans les Andes quelques années auparavant. Pour cette raison beaucoup d'entre eux restèrent dans ce secteur, constituant ainsi une force de pression supplémentaire appelant à une application des lois de réforme agraire.

1.2.4 Les politiques publiques : premiers pas vers l'ajustement structurel (1979 – 1984)

La crise économique commença au début des années 80, lorsque les banques étrangères estimèrent que l'admission au crédit pour certains pays d'Amérique Latine en général et l'Equateur en particulier n'était pas sûre. La dette extérieure de l'Equateur était passée de 350 millions de dollars en 1973 à 5,8 milliards de dollars en 1981. En 1971 le secteur public connaissait un excédent de 3,1% du PIB. En 1981, le déficit était de 5,8% et de 7,5% en 1982, tandis que parallèlement les taux d'intérêt au niveau international augmentaient. Dans ce contexte les banques étrangères n'étaient plus disposées à accorder de ligne de

⁵⁰ Institut Equatorien de Réforme Agraire et de Colonisation.

⁵¹ En général l'IERAC appuya de manière systématique ces efforts dans les zones où les organisations syndicales ou para syndicales étaient peu développées et sans véritable structure au niveau local.

⁵² Lorsqu'il fut possible d'établir des négociations amicales avec les propriétaires, les travailleurs reçurent des titres de propriétés légaux individuellement, parfois sous le contrôle de l'IERAC.

crédit à l'Equateur sans auparavant imposer des mesures destinées à réorganiser les finances publiques. Les gouvernements qui se sont succédé entre 1979 et 2000 ont adopté différents types de politiques pour faire face à la crise et obtenir une réorientation fiscale.

Le gouvernement de Roldos – Hurtado, entre 1979 et 1984, a continué la mise en œuvre de la politique d'appui au secteur industriel et a investi dans les programmes sociaux espérant une augmentation des prix sur le marché pétrolier et une diminution des taux d'intérêt des crédits extérieurs.

En 1982, le gouvernement dut soudainement faire face à une des plus importantes crises économiques de l'histoire moderne de l'Equateur, conséquence du modèle de développement économique des deux dernières décennies (remplacement des importations). Face à cette situation le gouvernement mit en place un plan de réajustement structurel qui réduisit le niveau de subvention pour l'industrie et entraîna certains investissements dans le secteur agricole.

D'un autre côté, le gouvernement décida d'agir sur certains niveaux de l'économie, notamment l'abandon de la politique des taux de changes fixes pour lui préférer un système de dévaluations quotidiennes minimales, un contrôle strict des importations qui devait contribuer à réduire de manière flagrante le déficit de la balance des paiements en 1983 et l'adoption d'un plan de réduction des dépenses de l'Etat. Ces mesures ont effectivement permis de réduire le déficit public et de diminuer la pression inflationniste sur l'économie. Elles ont permis de mettre en marche un système de crédit pour le secteur privé et d'augmenter les taux d'intérêt en les maintenant en dessous du niveau du taux d'inflation.

Ces mesures d'austérité, ajoutées aux dommages provoqués par le phénomène climatique d'El Niño, menèrent à la récession et à une diminution de la production agricole s'élevant à 14%.

1.2.5 Structure Productive Nationale

Comme nous l'avons souligné, l'activité bananière a permis de regrouper des secteurs petits et moyens, et dans les années 1980, 85% de la surface totale cultivée correspondait à des exploitations d'une moyenne de 30 hectares ; à l'époque le niveau d'inégalité dans la distribution de la terre est faible si on le compare avec la taille moyenne des unités productrices d'autres zones de la Côte

et de la région andine. Les coefficients calculés pour les fréquences cumulées de surface et le nombre de producteurs donne comme résultat 0,83 dans la région andine, 0,784 dans la région côtière (Larrea, 1987) et 0,65 selon les données du programme national de la banane PNB en 1983. Cependant la grande propriété n'a pas disparu et 8% de la surface cultivée se trouve dans les mains de grands propriétaires terriens avec des plantations supérieures à 500 ha, propriétaires qui, la plupart du temps, possèdent également des cultures complémentaires (cacao, pâturages, etc.) et des investissements importants dans d'autres secteurs économiques.

Tableau 11
Structure foncière des producteurs bananiers en 1983

<i>Interval de foncier</i>	<i>Nombres de producteurs</i>	<i>% producteurs</i>	<i>Surface total</i>	<i>% surface</i>	<i>%surface cumulée</i>	<i>% producteurs cumulés</i>
de 0 jusqu'à 2	42	2,42	31	0,05	0,05	2,42
de 2 jusqu'à 4	125	7,20	325	0,56	0,61	9,61
de 4 jusqu'à 6	186	10,71	865,5	1,48	2,09	20,32
de 6 jusqu'à 8	154	8,87	986,8	1,69	3,79	29,19
de 8 jusqu'à 10	105	6,04	873	1,50	5,28	35,23
de 10 jusqu'à 15	282	16,23	3130	5,37	10,65	51,47
de 15 jusqu'à 20	145	8,35	2364	4,05	14,70	59,82
de 20 jusqu'à 25	152	8,75	3185,5	5,46	20,16	68,57
de 25 jusqu'à 30	73	4,20	1906,5	3,27	23,43	72,77
de 30 jusqu'à 50	204	11,74	7568,7	12,98	36,41	84,51
de 50 jusqu'à 80	132	7,60	8068	13,83	50,24	92,11
de 80 jusqu'à 100	33	1,90	2843	4,87	55,12	94,01
de 100 jusqu'à 150	45	2,59	5161,5	8,85	63,97	96,60
de 150 jusqu'à 200	26	1,50	4489,5	7,70	71,66	98,10
de 200 jusqu'à 500	25	1,44	6923	11,87	83,53	99,54
de 500 jusqu'à 1000	7	0,40	4594	7,88	91,41	99,94
plus de 1000	1	0,06	5011	8,59	100,00	100,00
<i>total</i>	1737	100,00	58326	100		

Source: Programme National de la Banane, 1983
Réalisation: Cepeda, D.

Cependant, malgré le grand nombre de petites et de moyennes propriétés qui contribuaient à la production bananière, leur importance économique demeurait très modeste en ce qui concerne les volumes exportés. Les grandes propriétés et les plantations supérieures à 200 ha commercialisaient pratiquement 68% du fruit (Larrea, 1987).

Le réaménagement et les politiques de restriction furent accompagnés d'une réduction de la surface moyenne cultivée et d'une augmentation de l'importance relative de la grande propriété, ainsi que de celle des petits producteurs. Cependant, on doit distinguer de manière claire les zones qui ont résisté au changement de variété et les zones qui acceptèrent le déclin du secteur bananier.

1.2.6 Les zones qui résistèrent à la crise de la banane

Le secteur de Machala, côte sud de l'Equateur, fait partie des zones productrices qui se sont « adaptées » le plus efficacement à la culture de la variété « cavendish » grâce à un réseau de canaux d'irrigation important et diversifié. Malgré cela, il y a eu à l'intérieur de cette zone des processus de restructuration, puisque la banane a disparu de manière significative dans les zones où l'irrigation était plus difficile. Parallèlement les prix des terres produisant de la banane étaient inférieurs aux prix des terrains produisant du cacao⁵³, ce qui était également dû aux mesures visant à empêcher la création de nouvelles plantations.

Dans ces secteurs on commence à voir la monopolisation de la production bananière de la part de grandes exploitations de type entreprise, mais ces mêmes exploitations cessent d'être consacrées à la monoculture et on constate la rénovation de certaines vieilles plantations cacaoyères et là où on trouvait des pâturages. Ces pâturages ont été agrandis pour le développement de l'élevage de bétail avec du bétail importé et avec un investissement important de capitaux.

Dans ces secteurs, les haciendas traditionnelles avaient mis en place de lents processus de fragmentation dans les années qui avaient vu le premier essor bananier, puisqu'on avait cessé de mettre en application les tactiques visant à conseiller aux héritiers à ne pas diviser la propriété et à la laisser dans son intégralité à l'un d'entre eux, profitant ainsi de cette manière de l'extensivité des systèmes de l'époque. De cette manière on réduisait également les risques d'invasion ou de prise de terres de la part des travailleurs ou d'agriculteurs sans terre. Mais à partir de cette époque chaque héritier a préféré prendre sa part d'héritage et exploiter la terre par l'intermédiaire d'un administrateur ou en louant la terre.

D'un autre côté, les bénéfices réalisés avec la banane ont permis l'apparition d'une classe de loueurs de terres à l'aise financièrement, possédant d'importantes économies, qui ont accepté d'acheter la terre à des prix relativement hauts, ce qui constitua ainsi pour les grands propriétaires une forte source de motivation pour

⁵³ A titre d'exemple nous pouvons préciser que dans le secteur d'El Cambio un hectare de banane valait 40 000 sucres tandis qu'un hectare de cacao en valait 50 000 (Département de Socio-économie PRONAREG – ORSTOM, 1979).

diviser leurs propriétés. Cette motivation de gain financier était d'autant plus forte que la perspective d'une future réforme agraire se faisait plus menaçante.

Les plantations bananières de ces secteurs ont développé les pâturages et d'autres types de culture même à moindre échelle, mais un des principaux problèmes fut l'embauche d'une main d'œuvre temporaire dans la mesure où cette main d'œuvre temporaire préférait aller travailler dans les grandes exploitations ou vers d'autres activités économiques comme les fermes d'élevage de crevettes⁵⁴.

Les petites exploitations ont considérablement diminué leur production pour l'exportation et sont devenues très dépendantes des surfaces qui n'étaient pas cultivées par les grandes et moyennes exploitations.

1.2.7 Zones qui résistèrent mal à la crise de la banane: l'exemple de la région de Quevedo – La Mana

La crise a frappé très durement cette zone presque exclusivement consacrée à la culture de la variété Gros Michel et peu préparée à une reconversion technologique nécessaire à la mise en place de la variété Cavendish. D'une manière générale ce fut donc une zone qui perdit de l'importance pour la production bananière nationale.

Cependant, les plus grandes exploitations eurent les moyens de trouver les fonds afin de mettre en place les adaptations requises par la variété Cavendish qui devint donc un monopole des grandes compagnies du secteur. En général ces propriétés durent se mécaniser et, bien souvent, une partie des nouveaux investissements furent financés avec la vente d'une partie des terres. D'un autre côté, d'autres grandes propriétés essayèrent de diversifier la production en tentant d'acclimater d'autres cultures de remplacement comme le palmier à huile, l'abaca (chanvre de Manille) ou en augmentant les surfaces consacrées aux arbres fruitiers et aux pâturages. Ainsi plusieurs haciendas (ou une partie d'entre elles) se virent plonger dans un processus de décadence : incapables de mettre en place les transformations et les investissements nécessaires, elles devinrent progressivement livrées à la forêt et dans certains cas furent envahies par des colons ou par des personnes en situation précaire du secteur. Il convient de rappeler que pendant cette période le flux de colonisation spontanée n'avait pas

⁵⁴ Le développement des élevages de crevettes dans la province d'El Oro a débuté dans les années 1971 – 1972 et a connu un plein essor entre 1975 et 1977

diminué, on continua le mouvement d'agrandissement de frontières agricoles et, dans certaines occasions, cela impliqua des haciendas abandonnées ou semi-abandonnées.

1.2.8 Un minimum d'infrastructure et de capital

Afin de développer la production bananière de la nouvelle variété, il n'était pas seulement nécessaire d'avoir une bonne qualité des sols. Une des conditions nécessaires pour la production de la banane est une infrastructure minimale requise pour les plantations. Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre consacré au climat, les zones d'étude reçoivent des précipitations qui varient entre 900 et 1 300 millimètres d'eau avec une saison sèche très marquée. D'un autre côté, les besoins en eau de la banane sont importants et sont de l'ordre de 120 à 150 mm d'eau par mois (Gallo, 2002), en sachant bien que cette plante supporte mal les sols saturés d'eau.

Il est donc nécessaire de construire un réseau de canaux pour compenser les besoins en eau du bananier et les précipitations. De la même manière, il impératif de réduire le niveau de la nappe phréatique pendant l'époque des fortes précipitations, ce qui oblige le producteur à installer des réseaux de drainage.

Ainsi, ces investissements en « infrastructure » sont inévitables pour l'établissement d'une plantation et son entretien. Un autre besoin indispensable du système bananier est l'unité d'emballage et son absence entraîne de grandes complications pour la mise en caisse des fruits et la mise en conformité avec les exigences des entreprises exportatrices. Cette structure est constituée de deux bassins de ciment, de tables bien souvent en bois pour l'emballage et le transport des fruits, et de toits en plaques de zinc. Ces structures sont fournies par les producteurs selon leurs capacités de production. On prendra en compte des différences notables entre les unités de conditionnement dans les exploitations agro-exportatrices, celles des exploitations patronales et celles des exploitations familiales.

Pour transporter la production il est nécessaire d'avoir des chemins, des routes au moins de troisième ordre ; les compagnies agro-exportatrices et les grandes propriétés construisent des voies asphaltées alors que les petits producteurs accèdent au réseau routier par le biais de chemins de terre qui ne sont pas très entretenus.

Cette augmentation en besoin de capitaux n'est pas seulement due à l'infrastructure nécessaire, elle est également liée à une technologie plus importante. Cette technologie est présente dans tout le processus productif et débute avec l'analyse des sols et le calcul des besoins en engrais, avec la fertilisation grâce à des pompes d'aspersion, avec les épandages de pesticides à l'aide de petits avions et l'utilisation de produits chimiques pour désherber au lieu de désherber à la machette.

Dans plusieurs occasions, l'embauche de services d'administration d'entreprise, complément obligatoire de cette mise à jour technologique du processus productif, est selon les propriétaires (ou les administrateurs) totalement justifiée lorsque les investissements sont très élevés et lorsque les rendements dépassent les 30 tonnes/ha (environ 1 500 caisses/ha). En général les plantations, les haciendas et les grands domaines embauchent au moins un administrateur qui va être chargé du fonctionnement de l'unité productive, certaines exploitations ont leurs propres techniciens et du personnel à plein temps. C'est-à-dire que si nous comparons une exploitation dotée de moyens techniques et une exploitation traditionnelle, nous pouvons voir que celle qui utilise le plus d'investissement a besoin de moins de main d'œuvre pour le désherbage, l'irrigation et la récolte, alors qu'elle utilise une main d'œuvre plus importante pour la fertilisation, la coupe de feuilles, l'emballage et l'administration.

1.3 Une étape de stabilisation et de réinsertion de la banane (1984 – 1992) :

1.3.1 Les politiques du secteur conservateur (1984 – 1988)

Ce gouvernement a développé de manière significative les initiatives politiques appliquées par ses prédécesseurs. Le changement le plus important fut l'évolution progressive vers un taux de change fixe destiné à remplacer le taux de change flottant qui avait tendance à survaloriser le sucre et à favoriser l'industrie et la production locale au dépens de l'agriculture.

En août 1986, le gouvernement décida de réaliser une dévaluation qui permit d'améliorer la compétitivité de l'agriculture sur les marchés mondiaux. La seconde décision importante fut la libéralisation des taux d'intérêt de l'épargne et du crédit, à l'exception des transactions réalisées directement avec la Banque Centrale. Le gouvernement renonça à sa politique de remplacement des

importations par le développement de l'industrie nationale et supprima la réglementation sur les prix maximum de vente au consommateur en 1985. En ce qui concerne le secteur agricole, le gouvernement créa des prix minimum garantis pour le riz, le soja, le maïs et le coton.

Parallèlement se développa un système de bourse de produits agricoles destinée à faciliter la commercialisation de ces produits et on supprima les impôts à l'exportation, à l'exception de petits impôts destinés à financer le service des douanes, ce qui favorisa de manière importante la compétitivité des produits exportables comme la banane. Ce gouvernement établit un programme ambitieux dont le but était d'éliminer les restrictions aux importations de biens industriels qui jusque là constituaient le centre du dispositif économique de l'Equateur au cours des trois dernières décennies.

1.3.2 Les mesures sous le gouvernement social-démocrate (1988 – 1992)

Ce gouvernement, tout comme ces prédécesseurs, continua les politiques de type néolibérales. Face aux graves problèmes accumulés, la réponse de l'Etat s'orienta essentiellement vers une stratégie à court terme afin de surmonter les déséquilibres macroéconomiques. D'autre part le gouvernement favorisa une stratégie d'ouverture et de libéralisation menant vers un processus d'intégration andine, mené surtout par des courants transnationaux.

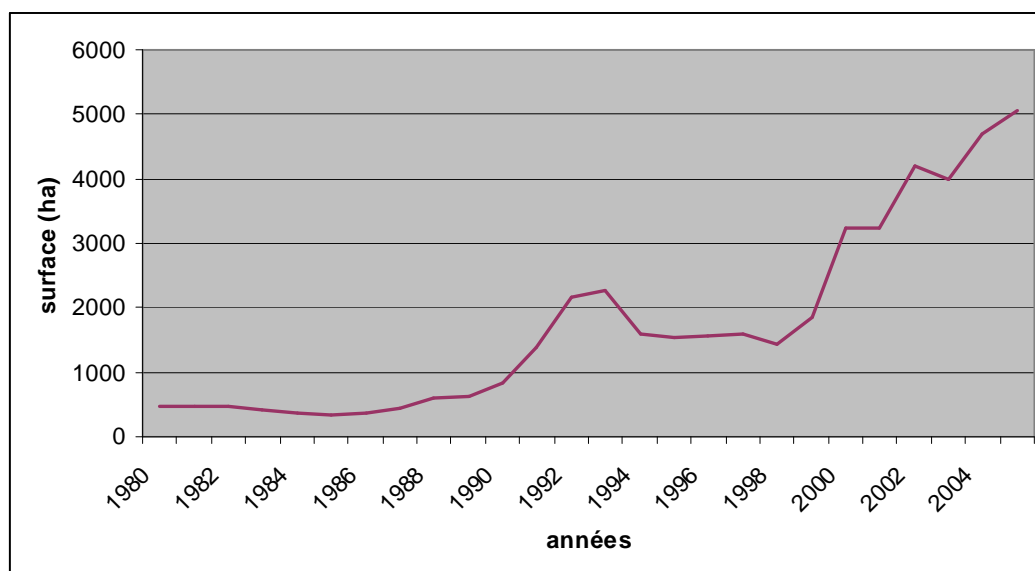
Les taux de pauvreté, d'indigence, de malnutrition et de chômage atteignirent alors un niveau record. Dans de telles conditions, la tâche principale des services sociaux s'axa sur les prestations vers les plus pauvres et cela devint alors un nouvel élément de la stratégie néolibérale. Une des décisions du gouvernement fut la flexibilité du travail et la souplesse du droit de travail.

Il convient de souligner que durant cette époque, alors que le mouvement des travailleurs et le syndicalisme équatorien connaissaient un déclin, le mouvement indien connut un essor qui lui permit de devenir plus tard un acteur important de la vie nationale à partir des années 90.

1.3.3 Exemple de réinsertion dans la région de La Mana – Quevedo – Santo Domingo

Après une décennie de marginalisation de la culture de la banane dans la région de Santo Domingo – Quevedo – La Mana, la culture de ce produit ressurgit au début des années 80, grâce à des permis de culture développés par les producteurs bénéficiant de l'appui d'APROCICO⁵⁵. Peu à peu, cette culture se développa en raison de conjonctures de marché favorables, et elle fut à nouveau la culture prédominante dans la région à la fin des années 90.

Ainsi la superficie cultivée de la banane commence à augmenter à partir de la moitié des années 80 et du début des années 90. Au début des années 90 on enregistre environ 2 000 ha, puis elle connaîtra une légère diminution au milieu des années 90, pour arriver à un niveau d'environ 1 500 ha (voir figure 2)



Source : Novillo, F. 2001.
Réalisation : Cepeda, D.

Figure 15 Evolution de la superficie cultivée de la région de La Mana-Quevedo

A la fin des années 80, la participation des unités productives supérieures à 40 ha fut importante comparée aux années suivantes. Elles représentent 35% des producteurs et concentrent environ 63% de la superficie cultivée (voir tableau 4). De cette manière la participation à la production était réalisée principalement par des unités productives avec des surfaces moyennes ou grandes.

⁵⁵ Association de producteurs de cultures de cycle court.

Tableau 12 Structure foncier des provinces de Cotopaxi et los Rios

Interval de foncier	Structure bananier des provinces de Cotopaxi et Los Rios															
	Provincia de Los Rios								Provincia de Cotopaxi							
	Producteurs				Surface				Producteurs				Surface			
	1988		1997		1988		1997		1988		1997		1988		1997	
nombre	%	nombre	%	Has	%	Has	%	nombre	%	nombre	%	Has	%	Has	%	
de 0 jusqu'à 5	1	0,73	42	6,5	5	0,04	200	0,55	0	0,00	8	11,11	0	0,00	30	1,88
de 5 jusqu'à 10	2	1,46	50	7,7	20	0,17	458	1,27	1	7,14	14	19,44	7	1,19	139	8,73
de 10 jusqu'à 15	12	8,76	54	8,3	170	1,43	767	2,12	3	21,43	15	20,83	54	9,17	202	12,69
de 15 jusqu'à 20	12	8,76	64	9,8	295	2,47	1244	3,44	0	0,00	10	13,89	0	0,00	206	12,94
de 20 jusqu'à 40	31	22,63	201	30,9	1043	8,74	6654	18,39	5	35,71	17	23,61	161	27,33	467	29,33
de 40 jusqu'à 60	37	27,01	98	15,1	2150	18,02	5492	15,18	3	21,43	5	6,94	205	34,80	247	15,52
de 60 jusqu'à 80	17	12,41	53	8,1	1380	11,57	3834	10,60	1	7,14	2	2,78	70	11,88	146	9,17
plus de 80	25	18,25	89	13,7	6865	57,55	17535	48,46	1	7,14	1	1,39	92	15,62	155	9,74
<i>Total</i>	137		651		11928		36184		14		72		589		1592	

Source : PNB, Novillo 2001

Réalisation: Cepeda, D.

Les principaux systèmes de production, qui refont surface dans les années 80 avec la culture de la banane, sont ceux qui avant incluait la production et la commercialisation du manioc et de cultures à court cycle (maïs, soja). Ces cultures intermédiaires, ajoutées aux bons prix de la banane dans les décennies suivantes, ont provoqué une forte capitalisation permettant l'accès de nouvelles propriétés ou permettant aux producteurs d'augmenter leur surface, ce qui créa un processus de concentration de terres. De cette manière sont apparues des exploitations qui actuellement sont les grandes exploitations bananières commerciales.

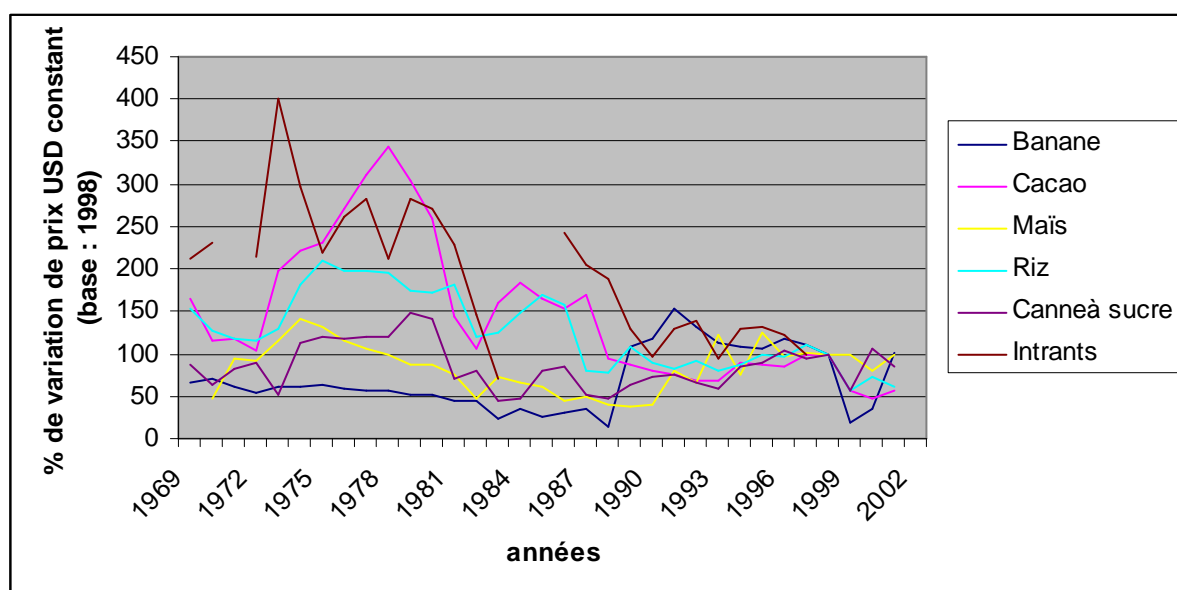
De même, à la fin des années 80, les systèmes de production basés sur des plantations de cacao et l'élevage de bétail se modifièrent en raison de la hausse du prix de la banane et d'une diminution des prix relatifs du cacao : la culture de la banane vint en remplacement des exploitations de cacao. Ce type de système est présent aujourd'hui dans les exploitations bananières patronales de taille moyenne.

1.4 *Un développement accéléré de la banane à niveau national (1992 – 2008)*

1.4.1 **Une évolution des prix relatifs favorable à la banane**

A partir de la fin des années 80, le prix relatif de la banane a commencé à augmenter de manière sensible (figure 3) et cela a débouché sur un nouveau développement de la banane. Au début des années 90 et de l'année 2000, on enregistra les plus fortes hausses de la superficie à niveau national aussi bien dans les zones qui ne s'étaient pas adaptées à la nouvelle variété que dans les zones où

on avait implanté la nouvelle variété. Ce phénomène pourrait s'expliquer par une conjoncture de marché favorable.

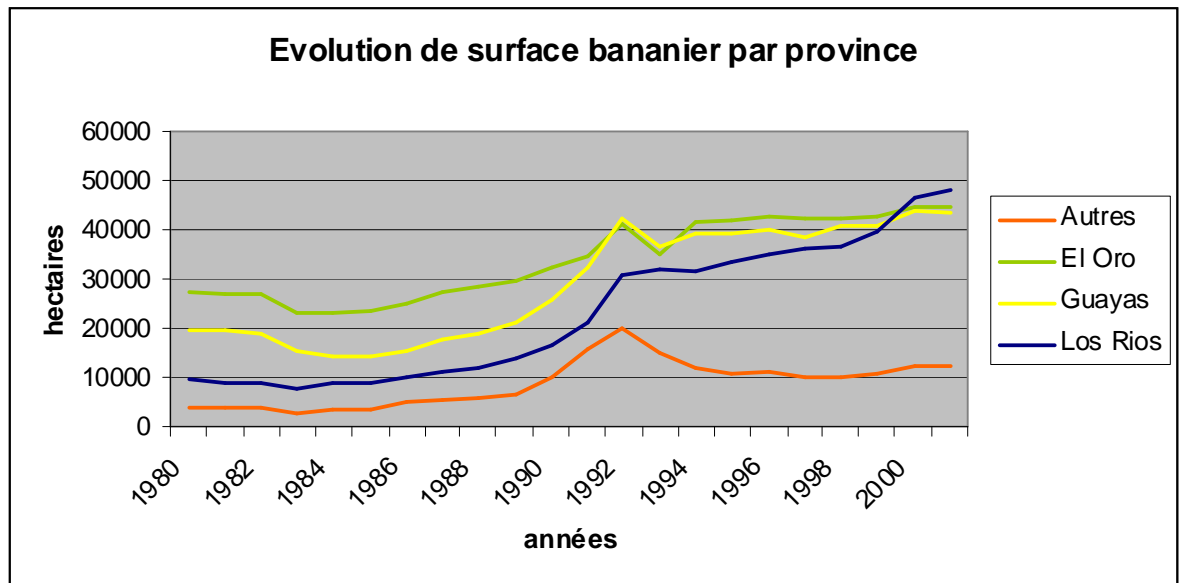


Source: FAO, plusieurs années, MAG plusieurs années
Réalisation : Cepeda, D.

Figure 16 Evolution des prix relatifs des produits agricoles (1970-2004)

1.4.2 Développement des plantations

Au cours de ces années, certains de ces petits et moyens producteurs ont remplacé leurs systèmes de culture basés sur des productions à cycle court (manioc/ maïs) ou sur des cultures mixtes (cacao/banane plantain/baby banana) par un système basé sur la culture de la banane. Ce processus s'explique par le phénomène climatique d'El Niño des années 92/93 et 97/98 qui provoqua une diminution de la production nationale, entraînant une hausse du prix de la caisse de banane.



Source : Programme National de la Banane plusieurs années, Novillo, F. 2001

Réalisation : Cepeda, D.

Figure 17

Par exemple, une partie des agriculteurs, ceux qui possédaient un peu de capital disponible (puisque les crédits accordés étaient peu nombreux), remplacèrent leurs plantations de cacao « national » par des plantations de banane Cavendish. Ces systèmes, différents de ceux pratiqués par les grandes plantations bananières commerciales, avec un investissement de capital inférieur, sans système d'irrigation sous-foliaire et sans funiculaire, cultivaient des superficies relativement petites avec des centres d'emballage très simples, souvent utilisés par plusieurs producteurs et se sont développés dans plusieurs endroits. Ils se basèrent sur les petites exploitations familiales avec des systèmes de culture de la banane Cavendish employant une main d'œuvre temporaire pour aider aux travaux de récolte.

De la même façon, certains petits et moyens producteurs patronaux ont également transformé leurs systèmes de culture, mais, à la différence de ceux précédemment cités, ils possédaient une plus grande superficie de terre et utilisaient une main d'œuvre permanente pour les travaux des champs et pour la récolte.

Au cours de cette période, par exemple dans la province du Cotopaxi, on note une présence majoritaire d'unités productives inférieures à 20 ha, qui représentent 72% du total des unités productives et concentrent 35% de la superficie cultivée (voir tableau 13).

Tableau 13 Evolution des surfaces bananières à La Mana

Surface bananier (ha)	1988			1999			2005		
	N° producteurs	surface total	%	N° producteurs	surface total	%	N° producteurs	surface total	%
0 - 20	4	61	10	69	878	47	92	986	35
20 - 40	5	161	27	20	583	31	21	607	21
40 - 80	4	275	47	7	393	21	9	561	20
80 - 200	1	92	16	0	0	0	5	476	17
plus 200	*	*	*	*	*	*	1	221	8
<i>Total</i>	14	589	100	96	1854	100	128	2851	100

Source: Novillo, F et Unidad de Banano
Réalisation : Cepeda, D.

Au cours de cette même période on note l'apparition de surfaces supérieures à 200 ha dans des zones considérées peu bananières (La Mana, La Troncal) qui représentent 0,8% des producteurs et environ 8% de la superficie (Voir tableau 13) pour le cas de La Mana et 0,5% avec une superficie de 12% pour La Troncal (voir tableau 14). Ce phénomène est dû au fait qu'à la même époque certaines entreprises agro-exportatrices avaient acquis des propriétés à l'intérieur de ces régions afin de diversifier géographiquement leur production et de diminuer les risques naturels. Ces producteurs sont actuellement de type capitaliste agro-exportateur.

Tableau 14 Evolution des surfaces bananières à La Troncal et El Triunfo

Surface bananier (ha)	1988			1999			2005		
	N° producteurs	surface total	%	N° producteurs	surface total	%	N° producteurs	surface total	%
0 - 20	29	545	27	183	1395	27	124	962	18
20 - 40	25	859	43	37	1131	22	46	1224,6	22
40 - 80	7	393	20	20	1405	27	22	1152	21
80 - 200	2	198	10	2	482	9	12	1497,7	27
plus 200	*	*	*	4	819	16	1	638	12
<i>Total</i>	63	1995	100	246	5232	100	205	5474,3	100

Source: Novillo, F et Unidad de Banano
Réalisation : Cepeda, D.

1.4.3 Politique néolibérale et restructuration des plantations

Le début de la politique économique fut un schéma de stabilisation basé sur un taux de change fixe, mêlé à des taux d'intérêt flexibles qui atteignirent des valeurs supérieures à l'inflation afin d'attirer les capitaux étrangers.

Le gel bancaire initial fut remplacé par un système de dévaluations contrôlées à l'intérieur de paramètres qui se réajustèrent progressivement jusqu'au début de

l'année 1999. Parallèlement le gouvernement tenta de mettre en place la « modernisation de l'appareil officiel », processus qui devait reformuler le rôle de l'Etat dans l'économie, notamment en privatisant tout spécialement certains secteurs stratégiques comme les télécommunications, les hydrocarbures et le secteur électrique. Au cours de cette phase de redéfinition du rôle de l'Etat, le pouvoir démantela le Ministère de l'Agriculture qui jusqu'alors avait (bien ou mal) exercé d'une manière ou d'une autre ses fonctions. Par conséquent avec la nouvelle loi sur le développement agraire, furent éliminés l'ENAC (Entreprise Nationale de Stockage et de commercialisation), l'INERHI (Institut Equatorien des Ressources Hydrauliques), l'IERAC (Institut Equatorien des Réformes Agraires et de Colonisation), l'ENPROVIT, ainsi que certains programmes régionaux comme le PNB (Programme National de la Banane) et le PRONAREG (Programme National de Régionalisation).

Cependant, les politiques et les lois (loi de transfert des systèmes d'irrigation en 1993 et loi de développement agraire 1994, les deux plus représentatives) de teinte néolibérale publiées sous le gouvernement de Duran Ballen (1992 – 1996) en 1992, affectèrent et transformèrent l'agriculture et le développement des petits producteurs. La première loi eut comme conséquence directe le transfert des systèmes d'irrigation aux mains des agriculteurs, ce qui, d'une certaine manière, limita l'accès à l'eau provenant de l'irrigation (par exemple dans le cas du système Manuel J. Calle, système d'irrigation Babahoyo, etc.) puisqu'étaient privilégiés les grandes industries sucrières ou les plantations considérées efficaces, en fonction de leur rendement à l'hectare et de leur capacité à investir dans la technologie. La seconde loi mit fin, entre autres, au Programme National de la Banane qui était chargé d'appliquer les décisions politiques, les normes techniques et soutenait la production bananière nationale avec des subventions pour les produits fongicides (particulièrement onéreux) et qui coordonnait l'application aérienne de pesticides (en général inaccessible financièrement) pour les petits et moyens producteurs. Au cours de cette même période on note une hausse des foyers de Sigatoka et une diminution du prix de la banane, ce qui causa une augmentation des coûts de production, d'où une reconversion ou l'abandon des petits producteurs qui ne pouvaient plus supporter cette pression financière. Mais, au contraire les entreprises capitalistes agro-exportatrices ou les grandes exploitations commerciales qui avaient déjà beaucoup investi dans les infrastructures des plantations, ou qui avaient d'autres sources de revenus ou des facilités pour obtenir des prêts bancaires, se maintinrent avec leurs productions.

Les relations sociales entre les différents types de producteurs furent conflictuelles à cette époque puisque selon plusieurs petits producteurs rencontrés (sans avoir de preuves quant à ces affirmations) il apparaît que ce sont eux qui assumèrent les conséquences d'une mauvaise application de fongicides, puisque dans certains secteurs (Valencia – Los Rios, La Troncal – Cañar, Buenavista – El Oro) les campagnes de fumigation financées par les grands producteurs afin de diminuer les dommages de la Sigatoka furent réalisées avec des dosages très concentrés ou avec de l'huile agricole de mauvaise qualité, ce qui détruisit les plantations de ces petits producteurs, masquant de cette manière une stratégie visant à diminuer la superficie bananière qui connaissait une croissance importante, puisque les cultures ne purent être remises en place après cet incident et cela conduisit à l'abandon de la production bananière pour ces petits producteurs.

Il convient de mentionner que le pays avait interdit l'augmentation des superficies plantées⁵⁶. Le but de ces contrôles était d'éviter que la surproduction du fruit ne touche les prix locaux à la baisse. Cependant cette mesure ne permit pas d'obtenir les résultats espérés.

En outre, en raison des pertes produites par le phénomène climatique d'El Niño, une autorisation temporaire fut promulguée afin de mettre en place de nouvelles cultures, autorisation qui entra en vigueur à partir d'août 1998⁵⁷ et fut abrogée en septembre de la même année⁵⁸. Cependant, on a continué à augmenter la surface des plantations bananières de manière illégale et selon l'Association Nationale des Bananiers d'Equateur – ANBE -, rien que pour l'année 1999 ce sont 7 796 ha qui furent mis en exploitation sans autorisation. Mais, malgré ces restrictions imposées, il existe une mesure qui permet d'augmenter la superficie consacrée à la banane et son enregistrement auprès de l'Unité de la banane, à savoir la production de banane organique.

1.4.4 Le développement de la production biologique

En raison des changements de goût en Europe, à la recherche d'aliments plus sains, libres de tout produit chimique, les marchés pour tout type de produit organique se sont développés. C'est environ depuis 1995 qu'a commencé la production de banane organique pour l'exportation, en adaptant les systèmes de

⁵⁶ Décret exécutif 2294, Journal Officiel N° 573 du 22 novembre 1994

⁵⁷ Accord International 317, publié dans le Supplément du Journal Officiel N° 376 du 5 août 1998

⁵⁸ Journal Officiel N° 24 du 11 septembre 1998

cultures de certaines propriétés, tandis que dans d'autres zones, anciennement productrices de cacao, se présentèrent tout aussi bien les conditions environnementales et agricoles pour cette culture organique. En effet, la gestion des plantations de cacao était très similaire à la manière selon laquelle elles étaient entretenues à l'époque du boom cacaoyer. Ces propriétés réussirent à obtenir une certification biologique sans aucun problème.

Prenons le cas de l'Association de Petits Producteurs Bananiers d'El Guabo (1997), composée de petits et moyens producteurs de banane conventionnelle, qui décidèrent d'intégrer des producteurs qui offraient de la banane organique dans les piémonts de la cordillère. Pour cela, en 2002 furent créées plusieurs entreprises agro-artisanales qui firent partie de l'association El Guabo. Le prix de la caisse de banane biologique à cette époque était d'environ 6 dollars américains contre 3 dollars américains pour une caisse de banane conventionnelle selon le prix officiel. Cela stimula l'augmentation de la densité des bananiers dans les cultures mixtes des fermes, obtenant ainsi une moyenne de 400 bananiers semés par hectare. Afin d'obtenir cette augmentation on supprima des cacaoyers, on planta dans des endroits où il y avait jusque là des forêts, des lieux où les arbres de cacao avaient été décimés par la maladie de la machette (*Ceratocystis fimbriata*), aux bords des chemins pour parvenir aux fermes ou dans d'anciens pâturages. On élimina également les arbres à bois, qui faisaient de l'ombre à la banane. Cela eut comme effet l'augmentation progressive de la *Sigatoka noire*, une diminution du niveau de la fertilité des sols, des déficiences hydriques en raison d'un manque de rétention d'humidité du sol durant les mois où il y avait de faibles précipitations.

1.4.5 La dollarisation⁵⁹ et la vulnérabilité du secteur agricole et d'élevage

L'Equateur a connu durant la période 1996 - 2001⁶⁰ de très forts niveaux d'inflation et une grande instabilité politique et économique. Par conséquent les agents financiers diversifièrent leur portefeuille afin de maintenir une valeur réelle de leurs actifs. D'autre part la mondialisation et le développement des marchés financiers mondiaux favorisèrent la recommandation d'une dollarisation de l'économie, c'est-à-dire la conversion d'une partie de la monnaie nationale en dollars. Toutes les économies ont un certain degré de dollarisation ou d'« eurorisation » qui est environ de 15 à 20%. Dans le cas de l'Equateur cette

⁵⁹ La dollarisation signifie le remplacement total de la monnaie nationale: dans le cas de l'Equateur le sucre est remplacé par le dollar.

⁶⁰ L'Equateur a eu 6 présidents et a subi 2 coups d'Etat entre 1996 et 2000.